



l'observatoire

Sur deux roues

Le parc de vélos



Une enquête provinciale indique que les ménages québécois possèdent en moyenne 1,6 vélo d'adulte et 0,4 vélo d'enfant. Si l'on applique ces chiffres à la région, on obtient une estimation de 88 320 vélos d'adultes et 22 080 vélos d'enfants, soit plus de 110 000 vélos. Toutefois, comme le réseau de pistes cyclables de l'Abitibi-Témiscamingue est encore peu développé, il est possible que le nombre moyen de vélos soit inférieur à la moyenne provinciale.

La pratique du vélo



Environ 44 % (51 972) des adultes de 15 ans et plus se sont déplacés à vélo au moins une fois en 1998. Si l'on se réfère au parc potentiel de vélos, il se trouve en région un important bassin d'utilisateurs potentiels de la bicyclette. En terme de retombées sociales, on peut suggérer que la pratique d'un sport tel que le vélo contribue à hausser le niveau de santé de la population.

L'envergure des pistes cyclables



Pour ce qui est du réseau de pistes cyclables en région, près de 78 kilomètres ont été inventoriés et ceci, principalement dans les agglomérations urbaines des MRC. Généralement, il s'agit de voies cyclables conçues pour la randonnée familiale. D'ici les prochaines années, d'autres pistes cyclables (339 km) devraient être aménagées un peu partout en région.

Les retombées économiques du vélo



Actuellement, aucune voie cyclable n'est suffisamment importante pour attirer des touristes et des excursionnistes de l'extérieur. À la lumière d'autres expériences, on constate que les voies cyclables d'importance génèrent des retombées économiques significatives. Selon les sources, les dépenses peuvent aller de 15 \$ à 24 \$ ou encore, à 28 \$ par jour en moyenne par utilisateur. L'importance des dépenses dépend de facteurs tels que la proximité des commerces et la diversité des services.

Voies cyclables actuelles et projetées selon les MRC de l'Abitibi-Témiscamingue, 2000

Localisation	Longueur du réseau actuel (km)	Longueur du réseau à venir (km)
MRC Abitibi	7,8	-
MRC Abitibi-Ouest	-	121,3
MRC Rouyn-Noranda	19,6	27,4
MRC Témiscamingue	29,5	110,0
MRC Vallée-de-l'Or	20,6	11,5
Autre projet interMRC	-	69,0
-Parc linéaire Rouyn-Noranda-Taschereau	-	-
Total des voies cyclables actuelles et projetées	77,5	339,2

Sources : Ministère des Transports, Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec. *Vers le plan de transport... Portrait de l'utilisation du vélo et de la sécurité des cyclistes*, 2001. Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'A-T. *Enquête sociale et de santé*, fascicule 8, 2001.

Ce mois-ci il est question :
 de tourisme et de saisonnalité,
 de vélo, de culture, des échos
 de l'ACFAS

Quatre saisons

Dans le jargon touristique, le problème de la saisonnalité est bien connu. En « haute saison » les hôtels sont remplis et les touristes abondent tandis qu'en « basse saison », c'est l'inverse. Or les établissements hôteliers de la région, de même que ceux des régions de Québec, de la Mauricie-Bois-Francs, de la Montérégie, de Montréal, de l'Outaouais et de Laval, sont moins affectés par la saisonnalité. Ces régions ont su diversifier leur offre touristique et transformer cette problématique en opportunité.

D'octobre à juin, la région réussit mieux que la moyenne des régions du Québec à assurer une fréquentation régulière de ses hôtels. Elle se situe même dans le peloton de tête, avec quelques autres régions. Pendant l'été, même si ses hôtels sont davantage remplis que pendant le reste de l'année, la région demeure encore beaucoup moins achalandée que la plupart des autres régions du Québec.

Les régions touristiques qui, au contraire, doivent pallier avec une grande fluctuation de l'achalandage hôtelier sont : les Îles-de-la-Madeleine, la Gaspésie, le Bas-Saint-Laurent, Charlevoix, Chaudière-Appalaches, Lanaudière, les Laurentides, le Saguenay-Lac-Saint-Jean et Duplessis. Elles sont très vulnérables face à la demande touristique.

Source : Stratford, Jean et Bruno Sarrasin. « La saisonnalité dans les hôtels du Québec », *Téoros*, été 1999, pp. 61-64.

L'Observatoire a assisté à plus d'une cinquantaine de conférences au colloque de l'Association francophone pour l'avancement du savoir (ACFAS) qui se déroulait en mai à Sherbrooke. Voici un méli-mélo de ce que nous en retenons.

Mot pour mot

Lise Bissonnette, PDG de la Grande bibliothèque du Québec et originaire de Rouyn-Noranda.

« Je crois que le développement culturel est aujourd'hui au cœur des perspectives de développement régional, qu'il en est une clé qu'on traite encore trop souvent comme un simple accessoire. S'il n'y avait pas eu le collègue, l'université, la bibliothèque, le théâtre du cuivre, les centres d'exposition, il n'y aurait pas eu (...) de redécouverte du patrimoine à Guérin ou à Palmarolle, de Parc Aiguebelle, de mise en valeur de l'église orthodoxe, de début de tourisme hors des pourvoiries, de salon du livre le plus couru par les écrivains québécois et d'événement plastique majeur comme Passart, l'été dernier.

Plus encore, la région aurait été désertée, tout simplement. Ce n'est pas le développement économique qui a attiré les institutions culturelles, plusieurs sont arrivées en période de dépression. Mais c'est l'infrastructure culturelle qui a atténué les difficultés de vivre dans le Nord-Ouest et qui a ainsi soutenu les autres formes de développement. (...) Nous sommes la seule région du Québec à n'avoir pas trouvé la volonté de nous doter d'un musée d'art et d'histoire, c'est un signe qui ne ment pas. Les publications sont presque inexistantes. Et sans tissu culturel, il n'y a pas de collectivité qui puisse se souder un peu, ou beaucoup ».

Serge Côté, professeur, UQAR

« Le paysage. Voilà à peu près le seul élément qui, alors que l'on ne jure que par la valeur ajoutée, vient perdre de sa valeur lorsque l'on y ajoute quelque chose ».

• • •

Guy Massicotte, réseau de l'Université du Québec

« Je suis agacé par des mots comme région périphérique ou région ressource. Ces appellations servent des enjeux gouvernementaux. La restauration du concept de région ressource dans le discours politique n'est pas sans m'inquiéter. C'est un terme qu'il faut contester, tout comme celui de région périphérique, avec lequel je ne suis pas à l'aise non plus ».

• • •

Oleg Stanek, professeur UQAR

« L'appellation région ressource refait surface maintenant que les régions disposent de moins en moins de ressources, maintenant que le secteur primaire occupe de moins en moins de place dans les économies ! »

Tournant touristique

La recherche en tourisme est à un tournant : il semble y avoir consensus sur la nécessité de redéfinir les régions touristiques du Québec, en faisant éclater encore davantage les limites géographiques des régions administratives.

En effet, une carte géo-culturelle est en gestation. Elle s'inspire davantage des concepts de territoire identitaire et de région culturelle. L'objectif : faire un maillage entre le tourisme culturel et la réalité régionale. À l'heure de la mondialisation et de la standardisation, le développement des identités régionales tend à se renforcer afin de contrer le courant et se démarquer du lot.

Source : Colloque Tourisme et découpage régional.

Innover en région ...

Définition de l'innovation : une nouvelle combinaison d'information.

Une région peut être innovante sans faire nécessairement de l'innovation à proprement parler. Par exemple, le fait de maîtriser mieux que d'autres un processus de production peut rendre une région innovante.

« Ça prend des cerveaux pour faire de la 2^e et de la 3^e transformation. Or on a donné les premiers diplômes d'ingénieurs en Abitibi-Témiscamingue il y a 15 jours ».

Jules Arsenaux, recteur de l'UQAT

Source de vie

L'eau est une ressource essentielle à la vie ; on n'y trouve aucun substitut. Grâce à son apport à la production de nombreux biens (alimentation, papier, etc.), elle est à la fois stratégique et économique.

L'eau et ses maux

Les problèmes liés à l'eau sont de plusieurs ordres. En voici quelques-uns. Au niveau de la quantité, la connaissance des nappes phréatiques reste fragmentaire et on craint de voir le gouvernement fédéral adhérer à l'idée de l'exportation d'eau en vrac. Au regard de la qualité, on note l'absence de normes minimales ainsi que le peu d'études en amont pour déterminer les impacts de l'industrie, notamment agricole, sur la qualité de l'eau. En terme de gestion, l'attente de la politique intégrée sur l'eau et le doute quant à la capacité du gouvernement d'assumer sa mise en œuvre est problématique. On note que la concertation a souvent été neutralisée et on observe un morcellement du leadership.

L'eau et la mondialisation

Les accords comme l'ALÉNA et la ZLÉA visant, entre autres, la libéralisation du commerce international font peser une menace sur l'eau : se voir transformer en marchandise et donc, être soumise à la loi de l'offre et de la demande. Ce renforcement du cadre juridique commercial s'effectuerait au détriment de politiques environnementales nationales, ce qui entraverait le pouvoir des États d'établir des lois pour protéger la santé, le bien-être et l'environnement des citoyens. L'hypothèse veut que la privatisation des services environnementaux constitue un désastre écologique et une limite d'accès à l'eau. Le droit international ne comporte aucune règle forçant une entreprise à vendre son eau aux humains plutôt qu'aux industries.



L'eau du robinet :
meilleure ou pire
qu'on le croit ?

À cette question, un chercheur de renommée internationale répond que l'eau du robinet est meilleure qu'on le croit, bien qu'elle ne soit pas stérile. Il faut néanmoins des barrières appropriées, par le biais d'un traitement de qualité, pour réduire le risque de contamination. À cet effet, la gestion de risque zéro n'existe pas.

L'eau du robinet provoque rarement l'écllosion de maladies d'origine hydrique, mais elle peut rendre certaines personnes malades. Les risques sont plus élevés si l'eau provenant de puits ou d'autres sources est non traitée ou de façon inadéquate ; cela pouvant accroître la présence d'organismes pathogènes, à la base de certaines maladies. Dans un contexte plus large, certaines bactéries contaminant l'eau peuvent aussi se transmettre autrement, notamment par une poignée de main ou par un animal domestique.

Sources : Tiré des conférences de Louise Vandeland, UQÀM et de Pierre Payment, Institut-Armand Frappier.

... Innover socialement

Qu'ont en commun les cuisines collectives, l'université rurale, la politique en matière de services de garde, les centres d'accès communautaire, le transport intégré en milieu rural ou encore, Naître égaux, grandir en santé ? Ce sont tous des exemples d'innovation sociale.

Par innovation sociale, « on entend toute nouvelle approche, pratique, ou encore tout nouveau produit mis au point pour améliorer ou solutionner un problème social et ayant trouvé preneur au niveau des institutions et des communautés ». Les innovations sociales visent le mieux-être des personnes et des collectivités, le développement social et la justice sociale.

Source : Conseil québécois de la recherche sociale. Contribution à une politique de l'immatériel, 2001.

Espaces de citoyenneté

Une première étude expose l'apport d'une centaine d'événements culturels régionaux au processus identitaire. Les événements culturels qui durent sont ceux qui sont bien ancrés dans leur milieu. Cet ancrage, rendu possible par l'articulation d'un réseau local d'artistes avec les milieux municipal, privé, scolaire, communautaire et touristique, est loin d'être incompatible avec une ouverture sur le monde, d'où l'ajout de réseaux artistiques internationaux. Les événements culturels régionaux se caractérisent par leurs thèmes c'est-à-dire qu'ils « s'inscrivent dans les lieux ». Les événements ne s'installent donc pas au hasard dans les espaces régionaux.

Une deuxième étude vise à saisir comment l'espace local se définit à travers l'espace virtuel. La grande majorité des pages de sites internet d'organismes communautaires, politiques et culturels de quelques municipalités à l'étude étaient destinées à communiquer avec le local et non avec l'international. L'utilisation d'Internet servirait avant tout à des fins locales : dates et lieux de rencontre, enjeux de l'heure, conférences, etc. En ce sens, le local est loin d'être disparu au profit du global puisque l'on retrouve sur le net les enjeux locaux des principaux acteurs du développement.

Source : Tiré de la conférence d'Andrée Fortin, Université Laval.

Culture et cyberculture

Les municipalités de la région sont sensibles à l'importance de la culture. En effet, c'est en Abitibi-Témiscamingue que les municipalités lui consacrent la plus grande part de leur budget : 5,2 %, alors que la moyenne provinciale n'est que de 3,4 %. C'est aussi ici, après Montréal et la Côte-Nord, que les dépenses culturelles des municipalités sont les plus élevées, soit 36,93 \$ par habitant.

Dans la plupart des régions du Québec, la principale dépense culturelle des municipalités est affectée aux bibliothèques avec environ 60 % du budget culture. L'Abitibi-Témiscamingue ne suit pas cette tendance. La part principale (40 %) du budget culturel est consacrée aux centres communautaires, et sert notamment à financer les divers cours qui s'y donnent. Les bibliothèques suivent, se voyant octroyé 23 % des fonds, puis l'administration (22 %), les musées et centres d'exposition (4 %), le patrimoine (0,6 %) et divers autres usages (12 %), qui vont entre autres aux médias communautaires et à l'entretien des équipements.

Si les bibliothèques de la région se voient concédées près de trois fois moins de ressources financières que la moyenne des bibliothèques du Québec, elles n'ont toutefois pas manqué le virage technologique. Presque toutes offrent l'accès à Internet.

Accès public à Internet dans les bibliothèques du réseau Biblio, Abitibi-Témiscamingue, 2001

MRC	Nombre de bibliothèques	Avec accès Internet	% avec accès Internet
Abitibi	11	8	73
Abitibi-Ouest	16	15	94
Rouyn-Noranda	10	9	90
Témiscamingue	17	15	88
Vallée-de-l'Or	6	6	100
Total	60	53	89 %

Source : Centre régional de services aux bibliothèques publiques (CRSBP) de l'Abitibi-Témiscamingue-Nord-du-Québec, Inc., 2001.

Les pratiques culturelles

Quant aux pratiques culturelles, la région se distingue du reste du Québec à trois égards : nous sommes plus nombreux à être câblés, moins nombreux à posséder un ordinateur, et aussi moins nombreux à disposer d'une connexion Internet à la maison. À ce chapitre, nous occupons même le 15^e rang, sur 17 régions administratives. 16 % de nos ménages sont branchés, tandis que 23 % des ménages québécois le sont.

Source : *Atlas québécois de la culture et des communications*, ministère de la Culture et des Communications, www.atlasculturel.mcc.gouv.qc.ca

Proportion des ménages possédant différents équipements audiovisuels, 1994 et 1999

Équipement	Région 1994	Région 1999	Québec 1999
Magnétoscope	71 %	84 %	86%
Lecteur de CD	41 %	71 %	75 %
Jeux vidéos	34 %	33 %	32 %
Micro-ordinateur	21 %	32 %	46 %
Câble	76 %	80 %	70 %
Internet	n/d	16 %	23 %

Source : *Enquête sur les pratiques culturelles des Québécois*, Ministère de la Culture et des Communications, 2001.

Sorti des presses



Ministère des Transports A-T. *Aménagement du territoire, Réseau de camionnage, Viabilité hivernale*, 2001.

Berthiaume, Nicole. *Portrait de la clientèle et des services aux enfants, aux jeunes et à leur famille en lien avec des difficultés d'adaptation sociale. 5 tomes*, Régie régionale de la santé et des services sociaux, 2000.

Nozick, Marcia. *Entre nous, Rebâtir nos communautés*, 1995.

Ministère des Ressources naturelles, *Ressources et industries forestières. Portrait statistique édition 2000 et résumé*, 2000.

Agence régionale de mise en valeur des forêts privées du Témiscamingue. *Plan de protection et de mise en valeur des forêts privées du Témiscamingue*, 2001.

Coutu, Jean-Charles. *Rapport sur la réorganisation municipale dans la MRC de Rouyn-Noranda*, 2001.

La nordicité, *Téoros*, 1999.

Gouvernement du Québec. *L'Abitibi-Témiscamingue, un maillon essentiel de notre économie*, 2001.

Commission de formation du Nord-Est (CFNE). *Lexode des jeunes de la région desservie par la CFNE*, 2001.

Institut de la statistique du Québec. *Le Québec chiffres en main. Édition 2000-2001*, 2001.

Ces documents sont disponibles pour consultation à l'Observatoire.



Ce bulletin est réalisé par l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue

170, avenue Principale, bureau 102
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7
Téléphone : (819) 762-0774 Télécopieur : (819) 797-0960
Courriel : observatoire@observat.qc.ca
Site : www.observat.qc.ca

Agentes de recherche :
Mariella Collini et Julie Thibeault

Mariella Collini : mariella@observat.qc.ca
Julie Thibeault : julie@observat.qc.ca
Tirage : 650 exemplaires